

Le fantasme d'une « insurrection violente » et « zadiste » revient hanter le plateau de Millevaches

Au cœur du Limousin, le plateau de Millevaches, que ses habitants dépeignent comme un lieu de solidarité et d'auto-organisation, est l'enjeu d'une guerre culturelle et politique. Un député d'extrême droite local, relayé par Bruno Retailleau, voit dans un centre culturel indépendant les prémices d'une ZAD.

[Jérôme Hourdeaux](#)

10 décembre 2024 à 12h52

HauteHaute-Vienne, Creuse et Corrèze.— Certains habitants du plateau de Millevaches sont désormais réticents à parler de leur territoire aux journalistes. Lassés par l'accumulation des reportages à charge et les déclarations tonitruantes d'élus présentant le lieu comme un temple du « [wokisme](#) », une « [base arrière de l'ultragauche](#) », ils et elles craignent qu'un nouvel article ne fasse qu'alimenter la stigmatisation.

Mais une nouvelle offensive a été lancée au mois d'octobre par le député UDR (Union des droites pour la République, le parti d'Éric Ciotti) de la Creuse, Bartolomé Lenoir. Depuis la rentrée, l' élu a multiplié les attaques contre une association culturelle et écologiste, le Centre de recherche et d'étude sur la forêt (Cref), installée depuis 2018, en vertu d'une convention privée, dans un ancien centre de vacances du comité d'entreprise d'Enedis situé sur les bords du lac du Chammet, près du village de Faux-la-Montagne.

Selon Bartolomé Lenoir, le site serait un repaire d'activistes d'ultragauche en train de transformer le lieu en « ZAD » (zone à défendre). Il servirait également de base de repli à des militants après des manifestations violentes. Le député d'extrême droite a même lancé [une pétition](#) « *contre l'ultragauche dans la Creuse* ».

© Infographie Mediapart

L'affaire aurait pu en rester au stade des attaques médiatiques, mais le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, s'est emparé du sujet. « *Nous avons constaté que ce site accueille très régulièrement des militants des causes écologistes les plus radicales* », a-t-il affirmé à l'Assemblée nationale, interpellé par le député Lenoir lors de [la séance de question au gouvernement](#) du 13 novembre.

Tout en reconnaissant que « *nous n'en sommes pas au stade de la ZAD* », Bruno Retailleau a annoncé une surveillance accrue du lieu de la part de la préfecture, une interpellation du comité d'entreprise d'Enedis afin qu'il vérifie la légalité de la convention, et il a également déclaré que l'État allait étudier la possibilité de racheter le site.

Une série d'annonces qui désole les habitants de Faux-la-Montagne rencontrés par Mediapart et qui a poussé la municipalité à agir en justice face à cette énième polémique. Une plainte a été déposée pour diffusion de fausse nouvelle.

« Nous sommes habitués à parer les coups, qu'ils viennent de la droite ou de la gauche, explique à Mediapart Christophe Baumgarten, conseiller municipal à Faux-la-Montagne et ancien avocat. Nous avons déjà subi des campagnes de presse totalement à charge. À chaque fois, nous avons courbé l'échine. Mais nous en avons assez d'être sur la défensive. »

Quand j'ai été élu, j'ai reçu beaucoup de témoignages d'habitants du sud de la Creuse sur la présence de squats occupés par des militants violents.

Bartolomé Lenoir, député UDR

« Cette fois, Bartolomé Lenoir a commis une faute manifeste, poursuit Christophe Baumgarten. Il a commencé par affirmer que ce centre était occupé par des habitants sans autorisation. Or, personne n'habite là ! Et surtout, il existe bien une convention privée. Il a donc propagé une fausse information, et une fausse information de nature à troubler l'ordre public. Il y a déjà eu plusieurs fois des dégradations, notamment un pavé lancé dans une vitre. »

Signe de la colère des élus locaux, plus de soixante-dix d'entre eux et des représentants des corps intermédiaires, venant au total de trente communes, doivent organiser mercredi 11 décembre une conférence de presse commune pour présenter un [« manifeste »](#) et détailler la plainte pour fausse nouvelle déposée par la mairie de Faux-la-Montagne.

« Le nouveau député de la Creuse utilise le peu d'espace d'expression créé par la procédure des questions au gouvernement pour monter les habitants les uns contre les autres, écrivent les élus. Il a déclaré la guerre à ceux qui, selon lui, ne sont pas creusois. [...] Monsieur le Député se laisse aveugler par une idéologie extrémiste. En agitant inutilement les spectres de la défiance et de la peur de l'autre, il menace tout le patient travail construit par les responsables locaux. Nous, élus locaux et corps intermédiaires, mettons en garde les pouvoirs publics contre ces dérives inacceptables. »

Contacté par Mediapart, Bartolomé Lenoir reconnaît qu'il ignorait, au moment de ses premières déclarations, qu'une convention liait le Cref au comité d'entreprise d'Enedis. Mais, pour le reste, il maintient ses accusations.

« Quand j'ai été élu, j'ai reçu beaucoup de témoignages d'habitants du sud de la Creuse sur la présence de squats occupés par des militants violents, assure-t-il. Puis, j'apprends que sur le lac du Chammet, il y a un ancien centre de vacances où se retireraient des gens après avoir participé à des manifestations violentes. Et nous avons ensuite appris, par la presse, qu'il y avait une centaine de militants qui résideraient sur place. »

Comme il l'a reconnu [auprès de France 3](#), le député d'extrême droite n'a en réalité jamais mis les pieds sur le territoire de Faux-la-Montagne, craignant pour sa sécurité. Mais il affirme que ses informations proviennent d'un élu local – qui, lui, s'est rendu sur place et dont il ne peut révéler l'identité, dit-il – ainsi que d'électeurs.

ZAD imaginaire

Pourtant, lorsque Mediapart s'est présenté, vendredi 22 mars, à l'entrée du centre de vacances, nous n'avons trouvé aucune trace de ZAD. Une seule voiture était garée dans une contre-allée

et aucun signe de vie n'était visible dans cet immense complexe composé de plusieurs bâtiments semblant à l'abandon à l'exception de la bibliothèque, située juste à l'entrée du site.



L'entrée du centre de vacances du lac du Chammet, le vendredi 22 novembre 2024. © Jérôme Hourdeaux

Bartolomé Lenoir évoque la possibilité que les « *habitants* » aient été absents ce jour-là et que du matériel ait été démonté avant notre venue. Et lorsqu'on lui fait remarquer que nous n'avons rencontré aucun habitant de Faux-la-Montagne pouvant confirmer ses propos, il rétorque : « *Peut-être que certains ont eu peur de vous parler.* »

« *S'il y avait cent habitants là-bas, il y aurait des cortèges de voitures, des gens qui viendraient faire leurs courses dans les commerces... Vous pouvez demander à tous les habitants et commerçants, ce n'est pas le cas !* », pointe à l'inverse Christophe Baumgarten, qui souligne qu'« *il n'y a jamais eu aucune plainte* ».

« *Il arrive que l'été soient organisés des événements avec de la musique. Et là, il peut y avoir quelques dizaines de personnes, poursuit l'élu municipal. Imaginez, vous êtes jeune, il y a de la musique, le lac pour se baigner... Mais là où il y a tromperie, c'est que personne n'habite sur place. Il n'y a ni eau ni électricité. Et si le lieu est très sympa en été, en hiver il peut faire - 10 °C !* »

Selon les témoignages d'habitants ayant déjà visité le centre, son objectif est d'être un lieu de réflexion et de recherche pluridisciplinaire, mêlant notamment art et écologie. Contacté par Mediapart, le Cref n'a pas donné suite à notre demande d'entretien.

Ils sont entre un et trois en hiver et entre cinq et dix quand il fait beau.

Véronique Decker

« Nous voulons faire de cet endroit un lieu d'expérimentation, d'apprentissage et de transmissions, en visant un décroisement radical des compartiments des connaissances et des savoir-faire, et de leurs rapports avec nos vies », écrivait ainsi le Cref sur [une page de présentation](#) du projet au moment de sa création, en 2018.

« Ce sont des jeunes pacifiques, qui ont étudié la philosophie ou la sociologie et qui font de la poésie », résume Christian Baumgarten. *« Ils sont entre un et trois en hiver et entre cinq et dix quand il fait beau,* confirme Véronique Decker, une ancienne directrice d'école à Bobigny arrivée avec son mari il y a cinq ans à Faux-la-Montagne pour y passer sa retraite. *Ils ont un "club forêt", un "club jardinage" et une chouette bibliothèque. »*

Véronique Decker s'est elle-même rendue dans cette bibliothèque – le seul des bâtiments rénové du centre et ouverte au public le mercredi – tout comme son ami et voisin d'en face, le père Gilles Gracineau. Ce prêtre à la retraite, installé depuis cinquante ans sur le plateau de Millevaches, a écrit à la fin du mois d'octobre à Bartolomé Lenoir pour donner son témoignage et inviter le député à venir dialoguer.



Véronique Decker et le père Gilles Gracineau, en novembre 2024 à Faux-la-Montagne.
© Jérôme Hourdeaux

« Le Chammet est actuellement calme et ne nécessite pas, me semble-t-il, une inquiétude particulière », explique le père Gracineau dans son courrier au député, dont Mediapart a pu lire une copie. *« Venez échanger avec les personnes qui fréquentent le Chammet. Le dialogue est toujours bénéfique pour avancer sur un territoire qui ne manque pas de diversité. »*

« *Aujourd'hui, diverses spiritualités et philosophies cohabitent sur le territoire, écrit encore l'homme d'Église. Elles viennent interroger le monde consumériste qui dessèche l'âme contemporaine.* »

Une terre historique de lutte et de résistance

Il n'y a à l'évidence aucune ZAD installée sur le territoire de Faux-la-Montagne. Et lorsque l'on sillonne les petites routes du plateau de Millevaches et que l'on visite ses villages, on est plus surpris par la vitalité de ce territoire que par une quelconque ambiance de peur ou de violence.

Les nombreux graffitis et autocollants militants apposés un peu partout sur le mobilier urbain ou les transformateurs EDF rappellent cependant que l'on est sur un territoire à part, marqué par les luttes et par le développement d'un tissu associatif exceptionnel devenu un enjeu politique symbolique.

« *Notre territoire est une source de fantasmes qui le rendent très facile à médiatiser* », explique Élie Kongs, responsable de la résidence d'artistes [la Pommerie](#), installée depuis 1995 au cœur du plateau de Millevaches, et directeur des éditions Dehors.

Occupant une surface de 1 800 kilomètres carrés à quelques kilomètres à l'est de Limoges, à cheval sur les départements de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute-Vienne, le plateau a toujours été une terre de lutte. Une réputation qui lui vient de l'ancrage très fort du communisme rural puis de la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale.

Dès les années 1970, le plateau de Millevaches attire des militants à la recherche d'un autre mode de vie ainsi que des philosophes, parmi lesquels Gilles Deleuze, dont le livre *Mille Plateaux*, coécrit avec Félix Guattari (Éditions de Minuit, 1980), rendrait hommage à Millevaches.

Le tissu associatif actuel prend ses racines dans les années 1980, lorsque Faux-la-Montagne devient le centre d'une véritable renaissance économique. Celle-ci a tout d'abord été permise par le travail de François Chatoux, maire de 1977 à 2008, « *un ingénieur, fils de paysan revenu au village et qui a pensé et mis en place une forme d'accompagnement social et d'accueil* », raconte Élie Kongs.

En 1980, de nouveaux habitants arrivent à Faux-la-Montagne, dont Michel Lulek, qui fondera six ans plus tard le média indépendant [Télé Millevaches](#), et Catherine Moulin, qui prendra la suite de François Chatoux à la mairie. Les deux amis participent à la fondation d'[Ambiance Bois](#), une scierie-menuiserie autogérée, organisée sous la forme d'une société anonyme à participation ouvrière et où les salaires sont les mêmes pour tous, et le PDG tiré au sort.



La scierie Ambiance bois, en novembre 2024 © Jérôme Hourdeaux

La vitalité du village est frappante lorsque l'on se balade dans sa rue principale avec son auberge à la salle bondée le midi, son épicerie, sa biscuiterie, sa pharmacie et même son dentiste. Une activité économique dont rêveraient d'autres villes plus importantes. Faux-la-Montagne vient d'ailleurs d'être élue « [Cité vive](#) » de France par la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (Djepva) et HelloAsso.

« Nous avons trente-deux associations pour 450 habitants, se réjouit Catherine Moulin. Et pas des associations dormantes mais bien actives. Cela crée une véritable dynamique sur le territoire de la commune. La catégorie de population la plus représentée à Faux, ce sont les 30-45 ans, et nous venons d'ouvrir une quatrième classe à l'école. »

« S'il y a une telle vie associative, c'est qu'elle pallie les manques de services publics de l'État, poursuit la maire. Les gens ont recréé les services dont ils avaient besoin. Et ça défrise certains de voir que ça fonctionne. »



Catherine Moulin devant le mairie de Faux-la-Montagne, en novembre 2024. © Jérôme Hourdeaux

Ce dynamisme économique et démographique lié au développement des associations et d'une économie sociale et solidaire n'est pas limité à Faux-la-Montagne. « *Le lac de Vassivière, où je fais de la voile, tombait en décrépitude, témoigne Martial Roufy, coprésident de la section Corrèze de la Ligue des droits de l'homme (LDH) qui, avec l'ensemble des LDH du Limousin, a publié [un communiqué](#) dénonçant les attaques de Bartolomé Lenoir. Désormais, il a retrouvé un dynamisme, il revit, notamment grâce à l'arrivée de jeunes. C'est très vivifiant.* »

« *Jusqu'aux années 1980, le territoire était désertique, avec une pauvreté que vous ne pouvez même pas imaginer !, abonde Marie-Ange Cottreel, autre coprésidente de la section Corrèze de la LDH. L'arrivée de ces nouveaux habitants s'est faite progressivement et a permis de faire revivre ce territoire tout en ayant des attentes écologiques précises.* »

Tiers-lieu et salon de thé

Ce succès économique est éclatant à Eymoutiers, la première commune de taille moyenne que l'on traverse en arrivant sur le plateau de Millevaches depuis Limoges.

Avec son décor de carte postale, son centre-ville offrant un cinéma, un « tiers-lieu » avec espace de coworking, un magasin de bières belges, une épicerie, un antiquaire ou encore un salon de thé, cette ville de 2 000 habitants est l'une de celles qui attirent le plus les nouveaux arrivants. Au point que certains commencent à se plaindre d'un début de gentrification.



Dans le centre-ville d'Eymoutiers, en novembre 2024. © Jérôme Hourdeaux

« Pendant longtemps, le plateau a été encensé par la presse et les politiques, rappelle Élie Kongs. Il y avait des articles le présentant comme un modèle, une manière inédite de créer du vivre-ensemble. C'est également à ce succès que l'on s'attaque. »

La stigmatisation du plateau du Millevaches suit la construction par les autorités d'une menace d'« *extrême gauche* » qui aurait fait de ce territoire sa « *base arrière* ». En filigrane, l'ombre de l'affaire de Tarnac. En 2008, la police antiterroriste interpelle une dizaine de personnes dans ce bourg de 350 habitants.

Depuis Tarnac, le plateau est vu comme un nid à activistes dangereux.

Franck Dessommes

Selon la version des autorités, ce « *groupe de Tarnac* » est un groupe d'« *ultragauche, mouvance anarcho-autonome* » ayant saboté plusieurs lignes SNCF. Ces accusations s'effondreront au fil de l'enquête pour [déboucher sur un fiasco judiciaire](#).

Il n'en demeure pas moins que le nom de Tarnac continue de marquer tout le plateau. Sa simple évocation peut valoir à une association de se voir refuser une subvention, soit parce qu'elle y est domiciliée où parce qu'elle compte parmi ses membres un·e des relaxé·es de l'affaire de Tarnac ([lire ici notre enquête sur la mise au pas des associations en Nouvelle-Aquitaine](#)).

« Depuis Tarnac, le plateau est vu comme un nid à activistes dangereux. On voit les renseignements territoriaux circuler constamment », témoigne Franck Dessommes, ancien administrateur de Télé Millevaches et membre d'Associations-Nous !, un collectif créé en 2014 pour aider les associations face à leurs difficultés de financement.

Le plateau de Millevaches est passé du statut de bon élève à celui d'élément perturbateur à surveiller. Et dans une région militante, les points de friction peuvent être nombreux. « *Les gens peuvent réagir très vite sur tout ce qui touche à leur cadre de vie, explique Franck Dessommes. Toujours avec des manifestations pacifiques, mais cela agace les autorités. Ce climat de militantisme, ce terreau fertile qui remonte au communisme rural fait que nous sommes dans le collimateur.* »

« *Quand on organise des manifestations à Limoges, on a droit à la police "normale", témoigne Roger Normand, de la LDH. Si vous organisez la même manif, sur le même thème, mais avec des gens du plateau, vous aurez droit aux "robocops".* »

« *Beaucoup d'associations ne se laissent pas faire* », confirme le journaliste Michel Lulek, qui se souvient notamment [d'une mobilisation au mois de juillet 2018](#) contre l'expulsion d'un Soudanais. Environ deux cents personnes avaient encerclé la gendarmerie située à Felletin, obligeant les forces de l'ordre à l'exfiltrer par l'arrière du bâtiment.

La préfecture de la Creuse avait finalement autorisé le jeune homme à déposer une demande d'asile qui avait été acceptée en 2020. « *C'était une résistance frontale et assumée vis-à-vis du préfet, raconte Michel Lulek. Et il ne l'a pas digérée.* »

La dernière mobilisation en date concerne l'implantation d'une usine à granulés de bois contre laquelle une manifestation a réuni entre 2 500 et 3 000 personnes [le 5 octobre 2024 à Guéret](#), dans la Creuse.

Celle-ci a été l'occasion pour Bartolomé de renouveler ses attaques. « *La manifestation à Guéret, c'était tout sauf des gens de Creuse* », a-t-il affirmé [au Figaro](#) avant d'évoquer, une nouvelle fois « *les activistes d'extrême gauche* » qui seraient installés « *dans le plateau des Millevaches, où des squatteurs occupent des maisons* ».

L'opposition entre « néos » et « archéos »

Cette idée selon laquelle la région serait envahie par des éléments perturbateurs venus de l'extérieur est centrale dans le symbole qu'est devenu le plateau de Millevaches. Celui-ci serait le lieu d'une bataille culturelle entre d'un côté des militant·es dit « wokistes », anarchistes, écologistes radicaux ou féministes extrémistes, souvent venu·es de la région parisienne et, de l'autre, les « vrais » habitant·es, « de souche », défenseurs de valeurs traditionnelles et d'un patrimoine culturel.

« *Je ne veux pas que des gens qui ne sont pas creusois nous imposent leur culture* », affirmait ainsi Bartolomé Lenoir [à France 3 le 19 octobre](#). La pétition, elle, proclame : « *Ensemble, nous pouvons agir pour que la Creuse reste la Creuse.* »

Dans sa question à Bruno Retailleau, le député opposait encore les supposés habitants du centre de vacances aux « Français honnêtes » vivant à « *quelques centaines de mètres* » de là, « *dans la peur d'être squattés* » par des « *individus qui considèrent nos agriculteurs comme des nuisibles* ».



Le parking du centre-ville d'Eymoutiers, en novembre 2024. © Jérôme Hourdeaux

Dans la dernière édition [du magazine trimestriel IPNS](#), dont il est l'administrateur, Michel Lulek a publié une longue réponse à l'écrivaine Françoise Chandernagor qui, dans son dernier livre, *L'Or des rivières* (Gallimard, 2024), décrit l'invasion en ces termes : « *Ces adeptes d'une insurrection violente et d'une vie nonchalante ont pris possession des hameaux les plus reculés de la Montagne limousine. Parisiens en rupture de ban, à la fois fils à papa et assistés sociaux, ils zonent, ils squattent, ils "yourtent". Profession : zadiste.* »

« *Bartolomé Lenoir, les problèmes des Français, il n'en a rien à faire, s'agace* Éric Correia, président (PRG) de la communauté d'agglomération du Grand-Guéret. *Nous manquons de services publics, d'hôpitaux, il pourrait s'occuper de ces vrais problèmes, mais non ! Ce qu'il fait, c'est créer du conflit là où il n'y en a pas et de monter les Creusois les uns contre les autres.* »

Véronique Decker s'emporte également contre cette vision du plateau. « *Ce type de discours vise à inventer une guerre de tranchées entre d'un côté les "vrais Creusois", les "archéos" qui seraient blancs, chrétiens, traditionalistes, et de l'autre les "néos", qui seraient des militants d'extrême gauche mondialistes, queers, alternatifs... Cela ne correspond en rien à la réalité qui est bien plus complexe. Il y a la porosité liée au quotidien : les mêmes des archéos, des néos, des totos... se retrouvent tous à l'école. Et leurs parents se voient lors de la fête de l'école.* »

« *On n'est pas toujours d'accord entre nous. Il y a beaucoup de sensibilités différentes, ici. Ça discute, ça débat. Mais ça ne va jamais trop loin* », poursuit l'ancienne directrice d'école, prenant en exemple cette amitié nouvelle nouée entre elle, militante de gauche arrivée récemment, et le père Gilles Gracineau, un prêtre installé depuis cinquante ans sur le plateau : « *Moi, je bouffe du curé tous les matins, mais tous les jours j'invite celui-ci à traverser la rue pour venir boire le café !* », s'esclaffe-t-elle en tapant sur le bras de son ami.

« *Il y a un art de vivre, des valeurs de solidarité, d'entraide, répond celui-ci. Et c'est cette manière de vivre ensemble qui fait l'attractivité pour le plateau.* »

[Jérôme Hourdeaux](#)